

# Le terrorisme islamiste a plus à voir avec l'Occident qu'avec l'islam

Sandro Guzzi-Heeb

*Et si les attentats de Paris s'inscrivaient dans une tradition occidentale de révoltes et de conflits sociaux, plutôt que dans une violence venue d'ailleurs? Par Sandro Guzzi-Heeb, maître d'enseignement et de recherche en histoire moderne à l'Université de Lausanne*

L'affreux massacre dans la rédaction de Charlie Hebdo a relancé le débat sur le radicalisme islamique – et dans certains cas sur l'islam en général – et sa compatibilité avec les valeurs démocratiques occidentales. C'est probablement une vision quelque peu réductrice du problème: l'islam n'a pas inventé le terrorisme, ni apporté la violence en Occident.

Une perspective un peu différente, et jusqu'à présent très peu évoquée dans le débat public, consiste à voir la violence de l'islam radical dans les sociétés occidentales comme l'évolution d'une très longue tradition de révoltes et de conflits sociaux, plus ou moins violents. Une tradition aujourd'hui adaptée à une société globalisée, mais de plus en plus fragmentée.

Il ne s'agit évidemment pas de justifier ou excuser la violence meurtrière; mais pour défendre les valeurs démocratiques, il faut bien comprendre d'où le danger provient. Depuis le Moyen Age, au moins, l'Europe a été régulièrement secouée par des mouvements de révolte, plus ou moins sanglants. Et souvent la religion a eu une fonction d'amalgame idéologique pour différents groupes. La guerre des Paysans allemands de 1525, pour ne citer qu'une des plus amples révoltes de l'époque moderne, a été largement justifiée par des arguments religieux. Mais, comme c'était souvent le cas, la religion légitimait des revendications qui étaient aussi économiques et sociales.

Au fil du temps, le caractère des révoltes a évolué. Jusqu'au XIXe siècle toutefois, la religion a conservé un pouvoir de mobilisation – souvent violente – tout à fait remarquable. Lors des nombreuses révoltes contre la Révolution française et contre Napoléon, entre le XVIIIe et le XIXe siècle, le thème de la défense de «la religion de nos pères» a été un slogan souvent répété, entre autres dans les zones catholiques de la Suisse. La dernière guerre civile dans la Confédération, celle du [Sonderbund](#) de 1847, a d'ailleurs été en bonne partie un conflit entre cantons catholiques-conservateurs et cantons protestants. Ces tensions confessionnelles sont restées aiguës jusqu'à la fin du XIXe siècle: à ce propos, on parlait par ailleurs déjà de «Kulturkampf», de conflit entre cultures religieuses.

En réalité, les Eglises ont perdu beaucoup de leur influence en Occident par la suite; en même temps, les mouvements sociaux de grande envergure sont devenus plus rares, pour plusieurs raisons. D'un côté, le pouvoir de contrôle et de répression par l'Etat s'est remarquablement renforcé; d'un autre côté, les groupes sociaux protagonistes de ces mouvements ont été de plus en plus partagés et fragmentés. Le mouvement ouvrier, qui a soutenu les vagues de contestations les plus puissantes au XXe siècle, a perdu beaucoup de son influence politique, tandis que les étudiants, en première ligne en 1968, apparaissent désormais pacifiés ou résignés.

Ce déclin de la contestation collective a toutefois été accompagné par la montée en force du terrorisme: influencé par les idéologies d'extrême droite ou d'extrême gauche, il est devenu une menace sérieuse pour l'ordre démocratique pendant les années 1970 et 1980 – les fameuses «années de plomb».

Aujourd'hui, les nouveaux groupes de mécontents, potentiellement dangereux, ne sont plus les ouvriers ou les étudiantes, mais ceux qui ont été créés par une immigration récente et mal intégrée: comme toujours, les jeunes hommes sont les plus enclins à la violence; souvent, ils ne disposent que d'une formation rudimentaire, connaissent le chômage, passent par la criminalité et la prison, demeurent sans perspectives réelles d'intégration. Ils sont culturellement différents et souvent musulmans.

Leur colère s'est exprimée ces dernières années dans les périphéries des grandes villes, surtout en France, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, où se mélangent des problèmes sociaux, ethniques et culturels. Ces explosions de rage n'ont toutefois pas su exprimer des programmes ou des revendications précises. Dans ce vide politique, la religion sert à nouveau d'amalgame idéologique et d'opportunité d'identification pour les mécontents – parfois même pour des chrétiens convertis. Il s'agit aujourd'hui d'une forme simplifiée et fanatisée d'islam, dont Internet est l'instrument de propagande globale.

Deux phénomènes nouveaux en sont le produit en Occident: d'un côté, le djihad intérieur, le terrorisme religieux qui s'est manifesté de façon sauvage à Paris; de l'autre, très récemment, l'émigration de personnes qui participent au djihad dans des régions du monde déstabilisées – comme la Syrie ou l'Irak – dans lesquelles le pouvoir est incapable de contrôler la violence organisée.

De ce point de vue, le terrorisme islamique peut être vu comme une nouvelle forme atomisée de violence sociale – et religieuse – à la recherche des lieux de «vide politique» où cette violence peut s'exprimer. Cela se passe désormais à l'échelle de la planète.

Cette perspective historique permet peut-être de limiter les réactions hystériques face à une «menace islamique» globale et de mobiliser les expériences occidentales en matière de contrôle de la violence sociale et d'intégration des groupes potentiellement violents.